

Direction générale du Trésor

Lettre Trimestrielle d'Asie du Sud

Une publication du SER de New Delhi,
SE de Dhaka, SE de Colombo, SE d'Islamabad, Antenne de Bombay

L'informalité du marché du travail en Asie du sud, un phénomène aux racines profondes, aggravé par la pandémie

L'ensemble des pays d'Asie du sud présente des caractéristiques similaires, s'agissant de l'informalité prévalant sur le marché du travail. Les actifs du secteur informel non-agricole représenteraient dans cette région 275 millions d'individus, soit quatre emplois sur cinq. En intégrant le secteur agricole, qui contribue pour une part extrêmement faible à l'emploi formel, le secteur informel représenterait neuf emplois sur dix. La contribution du secteur à l'économie s'en trouve renforcée, compte tenu du poids prépondérant des entreprises informelles au sein de l'économie, comme le montre l'exemple indien, où la quasi-totalité des entreprises sont informelles. L'incidence du Covid au cours de la période 2020-2021 a constitué un facteur aggravant à l'échelle de l'Asie du Sud. Le choc en résultant a aggravé la dualité du marché du travail, dans une région qui souffre d'un sous-emploi chronique mais doit absorber plusieurs dizaines de millions de nouveaux entrants sur le marché du travail chaque année.

I- Des caractéristiques communes à l'ensemble des pays en matière d'informalité

L'informalité du marché du travail en Asie du Sud tient à deux caractéristiques, partagées par l'ensemble des pays : le poids de l'agriculture et une pyramide des âges marquée par un fort dividende démographique. Le rôle prépondérant de l'agriculture dans l'activité de la population explique que le secteur informel occupe ainsi plus de 80% de la population active en Inde, au Bangladesh, au Népal et au Pakistan. Au Sri Lanka en revanche, pays dans lequel l'agriculture contribue pour une part moindre à l'emploi, 21% contre 49 % en Inde, le taux d'emplois informels est plus faible, à 67%. Le poids de l'informalité dans l'emploi total est en outre lié au fait que l'Asie du Sud est la plus densément peuplée du continent asiatique et que l'âge médian y est le plus faible, inférieur à 27

ans. Il en résulte que plus de 150 millions de nouveaux entrants devraient arriver sur le marché du travail d'ici 2030, ce qui implique pour les politiques publiques de créer suffisamment d'emplois pour absorber ce surplus lié au dividende démographique et d'assurer une formation de qualité ; les études menées dans les principaux pays de la zone (Inde, Bangladesh, Pakistan) confirment que la probabilité d'obtenir un emploi formel croît avec le diplôme obtenu, sans qu'il constitue cependant une condition suffisante.

A l'instar du secteur agricole et/ou rural, qui a permis d'absorber en grande partie le choc du surplus démographique, notamment durant le Covid, la prépondérance des entreprises individuelles et/ou informelles dans les économies de la région trouve son origine dans le gisement de main d'œuvre peu qualifiée incapable de rejoindre la cohorte des actifs du secteur formel. En Inde, l'immense majorité des entreprises, soit 99 %, appartient à la catégorie des microentreprises, définies de manière restrictive comme des entreprises dont les équipements ne dépassent pas la valeur de 30 000 USD dans le secteur manufacturier¹.

Le secteur informel contribue pour 80 % à l'emploi et à la prépondérance des microentreprises au sein du secteur productif, mais nettement moins à la valeur ajoutée produite. La contribution de l'économie informelle à la valeur ajoutée produite serait ainsi comprise entre 20% (après Covid) et 50% en Inde, elle s'établirait entre 49 % et 64 % au Bangladesh, autour de 50% au Népal, entre 35% et 50% du PIB au Pakistan.

II- Une incidence massive du Covid sur le secteur informel au début de la décennie

La dualité du marché du travail garantit à la minorité de salariés du secteur formel, notamment masculins, une protection de l'emploi et des revenus, par des lois sociales extrêmement rigides, aux dépens de l'immense majorité des employés du secteur informel, qui joue le plus souvent le rôle de variable d'ajustement en cas de choc exogène.

Le secteur formel a certes pâti du choc du Covid mais les filets de sécurité dont il bénéficie lui ont assuré un maintien de l'emploi et une relative stabilité des revenus, pour la majorité des salariés formels, à tout le moins en Inde ou au Bangladesh. Tel n'a pas été le cas des employés du secteur informel, en particulier dans les villes, dès lors que les confinements successifs ou la baisse de la production liée à la contraction de la demande étrangère ont entraîné des licenciements massifs, voire comme en Inde des redéploiements de ces actifs vers les zones rurales dont ils étaient originaires.

Ces difficultés subies par une majorité de la population expliquent le peu d'appétence de la plupart des pays de la zone à mener des politiques budgétaires restrictives et à leur préférer encore des politiques contracycliques, qui se sont révélées rapidement préjudiciables à

¹ Faute de pouvoir disposer de données fiables sur le nombre d'employés (par définition informels) et/ou le chiffre d'affaires (cf. Note de bas de page n° 5 afférente à la section consacrée à l'Inde).

l'équilibre des finances publiques et à l'équilibre externe, dans un contexte où les marges de manœuvre budgétaire sont limitées dans l'ensemble des pays de l'Asie du Sud, Inde y compris. La volonté d'accommoder le choc du Covid, notamment au Sri Lanka et au Pakistan, expliquent très largement le défaut du premier et l'inflexion brutale de politique économique du second en avril 2022, après la démission forcée d'Imran Khan. Nonobstant les politiques sociales menées dans le cadre du programme BISPE au Pakistan et Samurdhi à Sri Lanka², ces deux pays avaient souhaité maintenir des politiques généreuses de subvention des prix de l'essence et de l'électricité, au détriment de l'équilibre financier des entreprises publiques prestataires et partant de la santé des finances publiques.

Le Népal et le Bangladesh ont également dû recourir à des programmes de financements du FMI, dans un contexte de renchérissement des flux de capitaux externes, dans le sillage du resserrement de la politique monétaire de la FED, afin de pouvoir faire face au tarissement de leurs réserves de change.

III- Quelles mesures pour traiter l'informalité ?

Faute de moyens budgétaires, certains pays d'Asie du Sud, tels que l'Inde, se sont attelés ponctuellement aux effets de l'informalité, en particulier l'économie souterraine ou la faible inclusion financière, plutôt qu'à sa principale cause, à savoir la faiblesse du capital humain.

Une croissance riche en emplois formels passe par une amélioration du capital humain et donc par un effort budgétaire accru en faveur du renforcement de la qualité de la formation initiale, qui inciterait les entreprises à créer davantage d'emplois formels. En raison d'une inadéquation croissante entre l'offre et la demande de travail, les créations d'emplois nécessitées par la croissance de la population d'âge actif, diminuent tendanciellement, notamment en Inde, malgré des taux de croissance élevés, dont résulte un phénomène de « croissance sans emploi ».

Le choc du Covid a aggravé cette inadéquation, en aggravant la dégradation du capital humain des populations les plus vulnérables, privées d'accès à la formation pendant plusieurs exercices, d'où des effets pérennes sur la croissance potentielle.

Un assouplissement de la réglementation du marché du travail serait probablement souhaitable, qui bénéficie au premier chef aux travailleurs formels et alimente le dualisme du marché du travail. Le droit du travail contribue notamment à rigidifier les procédures de licenciement des salariés formels, les entreprises n'étant guère incitées à dépasser certains seuils, tout en étant encouragées à pratiquer une substitution du travail par le capital dans les secteurs où cette substitution permet d'accroître la

² Programmes comparables tant par les modalités (transfert de numéraire aux agents les plus défavorisés) que par l'ampleur budgétaire (1% du PIB).

rentabilité du capital, comme dans le secteur électronique en Inde par exemple.

Cette évolution a contribué à la stabilité du poids de l'industrie manufacturière dans le PIB en Inde au cours des quarante dernières années, malgré des politiques volontaristes visant à accroître la contribution de celle-ci : l'Inde n'a pas su capitaliser sur la présence d'une main d'œuvre abondante et bon marché, le dualisme du marché du travail limitant l'industrialisation au secteur formel.

Une formalisation plus grande du tissu économique par le biais de la fiscalité constitue également une piste de réflexion, comme le montre l'introduction de la GST en Inde mais les incidences défavorables du Covid sur les petites structures productives les ont dissuadées de se soumettre à la GST.

Des études de la Banque mondiale suggèrent qu'un allègement du corpus législatif assurant la protection du travail permettrait de libérer le potentiel de création d'emplois formels et de répondre à la faiblesse du taux d'activité des femmes, tombé aux alentours de 25% dans l'ensemble de la région.

Ces choix sont avant tout politiques et il est peu probable que, quelque négative pour l'emploi total que soit la législation protégeant les travailleurs formels, les gouvernements veillent traiter ces questions en profondeur qui procèdent en grande partie de choix sociaux. Par conséquent, il est probable que les difficultés durables du secteur informel post-Covid confortent la caractéristique commune à l'ensemble des pays de la zone, à savoir l'exportation de flux de main-d'œuvre vers le reste du monde.